



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Délégation Alsace

Travaux de raccordement des installations de chauffage du CNRS Campus de Cronenbourg au réseau de chaleur urbain

Marché public de Travaux

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P.**

SOMMAIRE

1.	OBJET	3
2.	FORME ET DURÉE DU MARCHÉ	3
3.	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS AU CONTRAT	6
4.	MODALITES DE COMMUNICATIONS.....	7
5.	GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	8
6.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
7.	RECEPTION DES TRAVAUX – ADMISSION DES PRESTATIONS.....	9
8.	PRIX DU MARCHÉ	10
9.	VARIATION DES PRIX	10
10.	PENALITES	11
-	PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT DES DISPOSITIONS DU CODE DU TRAVAIL SUR LE TRAVAIL DISSIMULE	12
11.	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
	AVANCE	13
	ACOMPTES.....	13
	<i>Facturation électronique.....</i>	<i>15</i>
	DELAI DE PAIEMENT	16
12.	GARANTIES	16
13.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
14.	MESURES DE CONFIDENTIALITE.....	16
15.	MESURES DE SECURITE	18
16.	ASSURANCES	20
17.	RÉSILIATION	20
	RESILIATION SUR DECISION DU CNRS	20
18.	TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE.....	20
19.	CLAUSE DE REEXAMEN	20
20.	PRESTATIONS SIMILAIRES	21
21.	DÉROGATIONS AU CCAG	21

1. OBJET

Le présent contrat, régi par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un contrat pour la réalisation des travaux de raccordement des installations de chauffage du CNRS Campus de Cronenbourg au réseau de chaleur urbain.

La description des fonctions, du périmètre et des attendus figure dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

En complément des définitions de l'article 2 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable, les termes employés dans les documents de la consultation ont la définition suivante :

« **CNRS** » : désigne le Centre national de la recherche scientifique, dans son organe déconcentré qu'est la Délégation Alsace agissant en tant que bénéficiaire des prestations objet du marché.

« **Représentant du pouvoir adjudicateur ou Personne Responsable du Marché – PRM – Acheteur** » : désigne le représentant du CNRS responsable de la passation et du suivi d'exécution des prestations.

« **Ordonnateur** » : désigne l'agent représentant du CNRS chargé de prescrire l'exécution des dépenses. Il est susceptible de cumuler cette qualité avec celle de Représentant du pouvoir adjudicateur. L'identité de l'ordonnateur est précisée dans chaque bon de commande.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-Travaux, dans le cas où l'opération ou le lot ne comporte pas de maîtrise d'œuvre externe, la mention de maître d'œuvre dans le présent CCAP et dans le CCAG-Travaux applicable, désigne alors le Service Technique et Logistique (STL) de la Délégation du CNRS.

Sont nuls et sans effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, conditions particulières ou générales, stipulations, spécifications ou réserves d'ordre financier, technique ou juridique figurant dans les offres et documents des entreprises qui auraient pour effet de modifier ou de faire échec aux dispositions du présent C.C.A.P.

2. FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

2.1 Forme du marché

Le présent contrat est un marché à tranche à prix global et forfaitaire, soumis au CCAG-Travaux du 30 mars 2021 et scindé en différents lots suivants :

- Lot 01 : Curage – second oeuvre
- Lot 02 : Réseaux enterrés
- Lot 03 : Chauffage
- Lot 04 : Electricité courant faible

Pour le lot 4, en application de la loi ASAP, le marché sera conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Les lots sont également décomposés en tranche ferme et tranches optionnelles :

- **Pour le lot n°1 : Curage - second oeuvre**
 - **Tranche ferme : Curage - Second oeuvre pour les travaux de raccordement des installations de chauffage du CNRS Campus de Cronenbourg au réseau de chaleur urbain.**
 - Tranche optionnelle N°1 : Création d'une porte de secours
- **Pour le lot n°2 : Réseaux enterrés**
 - **Tranche ferme : Réseaux enterrés pour les travaux de raccordement des installations de chauffage du Campus de Cronenbourg au réseau de chaleur urbain**
 - Tranche optionnelle N°1 : raccordement du réseau chauffage dans le bâtiment 40

- **Pour le lot n°3 :**

- Tranche ferme : **Chauffage pour les travaux de raccordement des installations de chauffage du Campus de Cronenbourg au réseau de chaleur urbain**
- Tranche optionnelle N°1 : Filtre clarificateur à barreau magnétique
- Tranche optionnelle N°2 : Dégazeur cyclonique par dépression
- Tranche optionnelle N°3 : VH/VB de la sous station et de la sous-station secondaire

Le délai maximal d'affermissement des tranches optionnelles est de 3 mois maximum à compter de la notification du marché. Il ne sera fait application d'aucune indemnité d'attente ou de dédit concernant les tranches optionnelles.

2.2 Durée du marché

La durée prévisionnelle du marché est de 16,5 mois comprenant :

- La période de préparation : 3 semaines
- La durée prévisionnelle d'exécution des prestations : 12 semaines
- La durée prévisionnelle d'exécution des prestations tranches optionnelles : 15 jours
- La Garantie de Parfait Achèvement : 12 mois

La durée du marché est prolongée en cas d'affermissement d'une tranche optionnelle.

2.3 Fixation et prolongation des délais

Pour assurer la mise en chauffe impérative au 1^{er} septembre 2025, la période de préparation démarrera impérativement au plus tard le 5 mai.

Le délai d'exécution des travaux démarrera à partir du 26 mai 2025 et devra être impérativement terminé au 15/08/2025 (hors prestations mineures ne compromettant pas la mise en service des travaux).

Chaque lot ou tranche s'achève à l'issue de la fin de la Garantie de parfait achèvement (GPA) des travaux de chaque lot, y compris en cas de prolongation de celle-ci ou d'affermissement d'une tranche optionnelle.

Le délai d'exécution d'une tranche optionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement au titulaire sauf si cette décision prévoit une date différente.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

En dehors des cas de marchés à tranches optionnelles, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

Dans le cas de travaux allotis, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondus et en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution qui précise les dates d'intervention relatives à chaque lot et figure dans les documents particuliers du marché.

Ce délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier.

- **Prolongation des délais d'exécution :**

Conformement au CCAG-Travaux et notamment :

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché.

Le nombre de journée d'intempérie réputées prévisibles est égale à 5 jours.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, le maître d'œuvre détermine après consultation du titulaire, le nombre de jours de prolongation, déduction faite du nombre de journées réputées prévisibles et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux. Cette prolongation de délai est notifiée au titulaire par ordre de service en récapitulant les constatations faites.

La station météorologique de référence est celle d'Entzheim (67).

2.4 Période de préparation

Par dérogation à l'article 18.1.1 et 28.1 du CCAG-travaux, la période de préparation est de **3 semaines**. Cette période de préparation démarre à compter du lendemain de l'accusé de réception de la notification du marché au titulaire.

Pour assurer la mise en chauffe impérative au 1^{er} septembre 2025, la période de préparation commencera impérativement au plus tard le 5 mai.

A l'issue de l'expiration du délai prévu et si les tâches à réaliser par le titulaire ont été effectuées, le démarrage des travaux interviendra sans nécessité d'ordre de service le prescrivant.

Toutefois, un ordre de service peut expressément prescrire le démarrage des travaux avant la fin de la période de préparation, dès lors que les tâches à réaliser ont été effectuées par le titulaire et validées comme conformes par le maître d'œuvre.

Devront être transmis *a minima* durant la période de préparation :

- *Toutes les autorisations et habilitations (Amiante, CACES, habilitations électriques ... le cas échéant) des opérateurs intervenants sur l'exécution du chantier.*
- *Plans d'exécution*
- *Fiches matériaux et fiches techniques*
- *les délais d'approvisionnement,*
- *les modalités de début d'intervention sur le chantier par rapport aux autres corps d'état et lots,*
- *le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),*
- *la liste des personnes susceptibles de représenter le titulaire et la liste des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.*

En cas de modification de cette liste en cours d'exécution, le titulaire devra transmettre les modifications dans les meilleurs délais au CNRS. A défaut, la personne pourra se voir refuser l'accès au site.

Pendant la période de préparation, le délai d'exécution sera déterminé conjointement avec le CNRS, le concessionnaire et les titulaires de chaque lot dans les conditions du CCAG-Travaux en fonction des éléments transmis dans l'offre du titulaire.

Les lieux d'intervention étant en site occupé et en activité, les dates d'interventions devront impérativement être planifiées et respectées.

3. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS AU CONTRAT

Personne responsable du marché et pouvoir adjudicateur :

le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace,
23 rue du Loess BP 20
67037 Strasbourg Cedex 2.

Personne représentant le pouvoir adjudicateur : Le délégué régional de la Délégation Alsace du CNRS.
CNRS Délégation Alsace - 23, rue du Loess - B.P. 20 - 67037 STRASBOURG CEDEX 02

Comptable assignataire des paiements : L'Agent Comptable Secondaire du CNRS pour la circonscription Alsace
CNRS Délégation Alsace - 23, rue du Loess - B.P. 20 - 67037 STRASBOURG CEDEX 02

Conduite et suivi des prestations :

La conduite et le suivi de l'exécution des prestations est assurée par le Service Technique et Logistique (STL) pour l'aspect technique, et le Service de Gestion et d'Appui au Pilotage (SGAP) pour l'aspect administratif, de la délégation Alsace du CNRS.

Maitrise d'œuvre (MOE):

Pour le lot 3 :

LMBEI
9 Melkerhof
68590 Thannenkirch

Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS) :

Prev&Co
1 rue Neuve
67720 Weyersheim

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. Par ailleurs, l'opération objet du présent marché est soumise à une obligation de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé conformément aux dispositions du code du travail.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier ou porté(s) à sa connaissance, menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que risque de chute de hauteur, etc.), le coordonnateur SPS doit définir immédiatement les mesures nécessaires pour supprimer le danger et a autorité pour prendre toutes mesures appropriées. Il peut, à ce titre, faire interrompre les travaux ou arrêter tout ou partie du chantier.

La notification des arrêts de travaux et des mesures préconisées est consignée au RJC. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le RJC.

En cas d'urgence, le maître d'ouvrage donne au coordonnateur les moyens nécessaires à la mise en place de dispositifs de sécurité. Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants au chantier est soumis au maître d'ouvrage.

4. MODALITES DE COMMUNICATIONS

La notification du marché est réalisée via le profil acheteur du CNRS, la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

La notification des bons de commande peut se faire par le biais du profil acheteur ou par courrier électronique.

En cas de notification par courrier électronique, le titulaire devra obligatoirement en accuser réception par retour de message ou signaler, par un message d'absence, l'adresse de contact à privilégier.

A défaut, il sera considéré comme notifié dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date d'envoi du courrier électronique par le CNRS.

La notification de décisions, observations, ordre de service ou informations sera réalisée par courrier électronique ou par courrier papier avec accusé de réception.

Les personnes physiques, habilitées à représenter le CNRS auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché sont le Délégué Régional pour la Délégation Alsace du CNRS et son adjoint.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le CNRS en cours d'exécution du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché et transmet leur(s) adresse(s) électronique(s) de contact. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au CNRS dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent et transmettent les éventuelles publications dans les journées d'annonces légales (JAL) afférentes le cas échéant :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire doit également transmettre tous les 6 mois, ou dès que le CNRS en fait la demande tous les documents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations en matière fiscales et sociales et annuellement, qu'il est à jour de ses cotisations en terme des assurances exigées pour la réalisation des prestations.

5. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

Groupement

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire. Chaque prestataire membre du groupement n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Le mandataire est solidaire pour chacun des prestataires engagés pour la totalité du marché, et devra pallier à une éventuelle défaillance de ceux-ci. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du CNRS, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-Travaux, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le CNRS le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le CNRS invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

Sous-traitance

Le Titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le CNRS dans les conditions précisées dans la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution le marché, le titulaire doit le faire connaître au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre **15 jours avant le début d'exécution** est invité à utiliser, pour le projet d'acte spécial, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » disponible sur internet à l'adresse suivante : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimables/dc/DC4-2019.doc et accompagné des documents suivants :

- les attestations d'assurances à jour couvrant les prestations sous-traitées (RC et Décennale le cas échéant)
- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales et datant de moins de 6 mois.
- La description précise des prestations sous-traitées,
- Soit le montant exact des prestations, soit le montant unitaire des prestations ou soit le montant maximal des prestations sous-traitées,
- la copie du ou des jugements prononcés, si le sous-traitant est en redressement judiciaire
- un relevé d'identité bancaire (RIB) ou une lettre de banque du sous-traitant

A défaut de transmission d'un dossier complet dans les délais précités, l'accès du sous-traitant au chantier pourra être refusé par le CNRS.

Si le refus d'accès d'un sous-traitant entraîne un retard dans l'exécution, le titulaire du lot concerné en supporte seul les conséquences, notamment en matière de pénalités applicables.

Situation fiscale et sociale

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du Travail, le Titulaire devra fournir tous les six mois, ou à la demande du CNRS, jusqu'à la fin de l'exécution le marché, les documents suivants pour lui-même et ses sous-traitants :

- ✓ Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (art. D.8222-5-1°-a)
- ✓ Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le Titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3° du code du travail)
- ✓ Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire et après mise en demeure par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre quelconque indemnité.

6. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- les modifications éventuelles (avenants ...), postérieures à la notification le marché ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux selon l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, sous réserve des dérogations expressément prévues au présent CCAP ;
- Le cahier des charges techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-Travaux et comportant une date de début et de fin des travaux.
- L'offre technique finale du titulaire comprenant notamment le Cadre de Réponse Technique (CRT).
- Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs

Il est noté que les prestations devront respecter l'ensemble de la réglementation applicable, et en particulier celle du droit du travail s'appliquant au domaine des prestations réalisées dans le cadre du marché.

Le titulaire demeure seul responsable de la gestion, du contrôle et du choix du personnel affecté et qui lui est subordonné.

7. RECEPTION DES TRAVAUX – ADMISSION DES PRESTATIONS

La réception des travaux sera réalisée conformément au CCAG-Travaux comme suit :

Quoi	Qui	Quand
Communication de la date de fin de travaux	Par le titulaire	Dès qu'il estime que les travaux seront achevés
Convocation du titulaire aux opérations préalables à la réception (OPR)	Par le maître d'œuvre	Dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de l'avis du titulaire sur la date de fin ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure. A défaut de fixation dans les 20 jours d'une date de convocation, le titulaire doit notifier l'information au maître d'ouvrage
Le procès-verbal des OPR – EXE4	Par le maître d'œuvre	Dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire qui en obtient copie
La proposition de prononcer, ou non, la réception, ainsi que les réserves et la date d'achèvement des travaux – EXE5	Par le maître d'œuvre	Dans un délai de 5 jours suivant l'établissement du procès-verbal des OPR. En cas de non-respect du délai, le titulaire adresse le PV des OPR au maître d'ouvrage.
Décision de réception, de réception sous réserve, avec réserve ou de refus de réception – EXE6 ou EXE7	Par le maître d'ouvrage	Dans les 30 jours suivant la date du PV des OPR. A défaut, la proposition du maître d'œuvre s'impose au maître d'ouvrage et au titulaire.
Travaux de levée des réserves (le cas échéant)	Par le titulaire	Dans le délai fixé dans la décision de réception, ou à défaut dans les 3 mois avant la fin de la GPA
Constatation de la levée des réserves (le cas échéant) - EXE8	Par le maître d'œuvre	Dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire qui en obtient copie
La proposition de prononcer, ou non, la levée des réserves (le cas échéant) - EXE9	Par le maître d'œuvre	Dans un délai de 5 jours suivant l'établissement du procès-verbal de levée des réserves En cas de non-respect du délai, le titulaire adresse le PV au maître d'ouvrage.

Décision de levée des réserves - EXE9	Par le maître d'ouvrage	Dans les 30 jours suivant la date du PV des OPR. A défaut, la proposition du maître d'œuvre s'impose au maître d'ouvrage et au titulaire.
---------------------------------------	-------------------------	--

8. PRIX DU MARCHÉ

Sauf disposition contraire tous les montants figurant au marché sont exprimés hors TVA. La monnaie de compte est l'euro (€).

Les prix comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le titulaire, y compris les frais de déplacement, main d'œuvre, matériel, tenue et équipement de sécurité des personnels, d'assurance et de transport qui sont à sa charge.

Quelle que soit la nature des fournitures mises en œuvre, le titulaire prend les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception ou l'admission des prestations.

Le titulaire devra reprendre tous les emballages et assurera l'élimination ou la valorisation finale des déchets dans les filières appropriées. Les emballages et autres déchets ne pourront être déposés dans les poubelles et conteneurs présents sur les sites ou à proximité du CNRS.

Le prix comprendra les sujétions dues aux exigences techniques du coordonnateur santé, prévention, sécurité (CSPS) et/ou du contrôleur technique dans le cadre de leurs missions.

9. VARIATION DES PRIX

Pour la tranche ferme de chaque lot, les prix du marché sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

Les indices/index de référence (I) choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet des lots ci-dessous sont les suivants :

Lot n°	Intitulé	Indice
01	Curage – second œuvre	BT01 Tous corps d'état
02	Réseaux enterrés	TP10d Réseaux de chauffage et de froid avec fourniture de tuyaux
03	Chauffage	BT40 Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)

La révision est effectuée par application d'un coefficient de révision Cr défini par la formule suivante :

$$Cr = 0.15 + 0.85 \times (\text{Indice de référence} / \text{Indice de référence d'origine})$$

Indice de référence : Indice/index de référence du marché au mois d'exécution ou de réalisation des prestations moins 4 mois

Indice de référence d'origine : Indice/index de référence du marché au mois d'origine « mois zéro ou mois d'origine » mO, mois de remise des offres soit mars 2025.

La révision suit la périodicité des acomptes. Il n'est pas prévu de révision provisoire.

En cas de disparition des indices ou index de référence ou d'arrêt de leur publication, il sera utilisé ceux qui s'y substituent ou à défaut les parties se mettront d'accord sur de nouveaux indices par voie d'avenant.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les tranches optionnelles :

Les prix sont fermes et actualisables en une fois, entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans son offre et le prix à la date de début d'exécution, fixé par ordre de service en application de la formule suivante :

Prix actualisé = $P \times \frac{(\text{Indice de référence} - 3 \text{ mois})}{\text{Indice de référence } o}$

Dans lequel :

P = Prix initial

Indice de référence = indice à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois

Indice de référence o = Indice du mois de la date limite de réception de l'offre. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date limite de l'offre finale du titulaire du lot concerné.

L'indice de référence pour chaque lot est l'indice suivant :

Lot n°	Intitulé	Indice
01	Curage – second œuvre	BT01 Tous corps d'état
02	Réseaux enterrés	TP10d Réseaux de chauffage et de froid avec fourniture de tuyaux
03	Chauffage	BT40 Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique)

L'actualisation du prix s'appliquera également sur chaque tranche optionnelle en cas d'affermissement

Le coefficient multiplicateur sera arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition des indices de référence ou d'arrêt de leur publication, il sera utilisé ceux qui s'y substituent ou à défaut les parties se mettront d'accord sur de nouveaux indices par voie d'avenant.

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est séparé, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications présentées par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du CNRS à l'égard des cotraitants.

- Retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG-Travaux, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux ou de la réalisation de prestations exigées ou de communication de d'informations ou document non couverts par les pénalités ci-après, il est appliqué une pénalité journalière de 500€ pour les lots 1 et 2 et 1500€ pour le lot 3 par jour de retard.

- Réunion de chantier :

200 € par absence, en cas d'absence, dument convoqué par le maitre d'ouvrage à un rendez-vous de chantier.

- Propreté du chantier

En cas de constatation de carence en matière de propreté de l'emprise du chantier y compris des accès et lieu de stockage, et après constatation et signalement au titulaire par le CNRS du désordre, celui-ci dispose d'un délai de 24 heures pour procéder aux opérations nécessaires. Une pénalité de 250€ par jour de retard dans le nettoyage pourra être appliquée en cas de manquement.

En cas d'inaction répétée et après mise en demeure préalable, le CNRS se réserve la possibilité de faire procéder à toute opération nécessaire au frais et risque du titulaire.

- Enlèvement du matériel ou matériaux sans emploi :

200 € par jour de retard : À la fin des travaux, dans le délai de 7 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception ou de la levée des réserves, le titulaire de chaque lot doit avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Par dérogation au CCAG-TVX, passé un délai de 15 jours calendaires, le CNRS se réserve la possibilité de faire procéder à toute opération nécessaire au frais et risque du titulaire, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

- **Chantier éco-responsable :**

En cas de constatation des manquements du titulaire aux obligations d'un chantier éco-responsable en terme de déchets telles que défini dans le DCE et/ou les engagements présents dans l'offre du titulaire, une pénalité équivalente à 1/250e du montant du marché pourra être appliquée par manquement constaté ainsi que 1/250e du montant du marché par jour de retard dans la remise en conformité conformément aux dispositions contractuelles.

- **Pénalités pour retard dans la remise des documents :**

- 200 € par jour de retard pour la remise des Échantillons, notices techniques, PV d'agrément demandés par le CNRS, ainsi que de tout document exigé par le bureau de contrôle et/ou le coordonnateur SPS.
- 50 € par jour de retard dans la remise de la déclaration de sous-traitance, accompagnée du dossier complet mentionné à l'article 4 des présentes CCAP
- 200 € par jour de retard pour la remise par le titulaire au CNRS de tous les renseignements nécessaires dans le cadre de la période de préparation et de l'élaboration du calendrier contractuel définitif et notamment : les études et plans, les délais d'approvisionnement, les modalités de début d'intervention sur le chantier par rapport aux autres corps d'état, le PPSPS, la liste des personnes susceptibles de représenter le titulaire, la liste des personnes qu'il autorise à accéder au chantier et leurs habilitations les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, la copie des déclarations d'accidents de travail, ainsi que les justificatifs d'assurances lorsque leur production sont exigés.
- 200 € par jour de retard dans la remise complète des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) et Dossiers d'intervention ultérieur sur l'Ouvrage (DIUO).

- **Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé**

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10 % du montant le marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

- **Plafonnement des pénalités**

L'ensemble des pénalités applicables ne peut excéder 25% du montant total TTC du lot concerné, tranche optionnelle affirmée comprise.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500€ HT.

Le terme d'exonération s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil des 500€ HT est dépassé.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le maître d'œuvre à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au maître d'œuvre pour présenter ses observations. A défaut de réponse du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le maître d'œuvre en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

- **Groupeement d'entreprise**

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les primes ne sont pas payées et les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

11. RÈGLEMENT DES COMPTES

Avance

Par dérogation à l'article 10 du CCAG-Travaux et en application des dispositions de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, et sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire de chaque lot et correspond à 30% du montant TTC notifié du lot.

Le montant de l'avance n'est ni révisé, ni actualisé et ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois à compter de la notification du contrat ou du bon de commande.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du contrat postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant initial TTC du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références le marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations le marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément, en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par le co-traitant ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC, ainsi que les éléments sujets à auto liquidation de la TVA le cas échéant ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations le marché.
- La demande doit être transmise via le portail CHORUS PRO, avec copie de la remise transmis au chargé du suivi de l'opération du CNRS.

Le règlement des prestations est effectué par acomptes mensuels conformément à l'article 10.2 du CCAG-Travaux et dans les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, et notamment :

Toutes les communications relatives aux paiements d'acomptes ou du solde final, se font via le portail CHORUS Pro.

Quoi	Qui	Quand
Communication de paiement mensuel sous la forme d'un projet de décompte	Par le titulaire	Avant la fin de chaque mois
Acceptation ou rectification du décompte mensuel	Par le maître d'œuvre	Dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande de paiement du titulaire, le maître d'œuvre doit notifier le l'état d'acompte mensuel. A défaut le titulaire, en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.
Paiement de l'acompte	Par le maître d'ouvrage	Dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage. En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du

		désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément.
--	--	---

Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, et notamment :

Quoi	Qui	Quand
Etablissement du projet de décompte final	Par le titulaire	Dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, le titulaire notifie le projet de décompte final au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. En cas de réception sous réserves, la date du PV constatant l'exécution des travaux visés est substituée à la date de la notification de la décision de réception des travaux. A défaut de la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de 15 jours. A défaut, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final.
Acceptation ou rectification du projet de décompte final pour aboutir au projet de décompte général	Par le maître d'œuvre	Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de notification du projet de décompte général indiqué ci-après
Validation ou rectification et notification du projet de décompte général au titulaire	Par le maître d'ouvrage	Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après : - trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ; - trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.
Signature du décompte général	Par le titulaire	Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Facturation

Les factures seront à adresser à :

CNRS – SCTD
Division 2176
TSA 51003
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (MOY1000_OI);
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification le marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement sous format papier à l'entité du CNRS bénéficiaire de la prestation réalisée, en prenant en compte l'ensemble des données de facturation (adresse de facturation de l'entité) mentionnées lors de la notification le marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS. Il peut toutefois s'il le souhaite transmettre ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro. Il applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.

Retenue de garantie

Le comptable assignataire des paiements effectuera une **retenue de garantie de 5% (3% pour les PME)** sur les sommes dues augmentées, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Le CNRS s'oppose au remplacement par une caution personnelle et solidaire.

L'ordonnateur de la dépense est le Délégué régional du CNRS pour la délégation Alsace.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire du CNRS pour la délégation Alsace.

Cession de créance et nantissement

Un certificat de cessibilité ou un exemplaire unique de l'accord cadre sera remis au titulaire sans frais, uniquement à sa demande, en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances.

Les prestations peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles Article R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. Le titulaire peut obtenir, sur simple demande écrite, une photocopie de l'acte d'engagement avec ses annexes revêtues de la formule dite « d'exemplaire unique » ou un certificat de cessibilité de créance(s).

L'ordonnateur de la dépense est le Délégué Régional du CNRS pour l'Alsace :

CNRS DELEGATION ALSACE
23 Rue du Lœss
67037 STRASBOURG-CEDEX 02
Sfc.achat-marche@alsace.cnrs.fr

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Alsace :

CNRS DELEGATION ALSACE
23 Rue du Lœss
67037 STRASBOURG-CEDEX 02
gregory.noel@alsace.cnrs.fr

Délai de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de 30 jours.

Le paiement est fait par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original, tel que mentionné dans l'Acte d'Engagement (AE) du marché transmis lors du dépôt de son offre.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS dans les plus brefs délais de toute modification de son RIB.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture transmise par le titulaire.

Toutefois le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Tout sous-traitant bénéficiaire du paiement direct par le CNRS sera payé dans les mêmes délais que le titulaire.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de l'accusé de réception de la demande de paiement du sous-traitant par le CNRS.

La facture sera transmise par le sous-traitant dans les dispositions des articles R2193-11 à R2193-16 du Code de la commande publique.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

12. GARANTIES

Les prestations font l'objet des garanties suivantes :

- Garantie de parfait achèvement de 1 an à compter de la réception.
- Garantie de bon fonctionnement de 2 ans à compter de la réception.
- Garantie décennale de 10 ans à compter de la réception.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au CCAG applicable.

14. MESURES DE CONFIDENTIALITE

En sus des dispositions de l'article 5 du CCAG applicable le Titulaire, et tout intervenant au titre du projet sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en fait la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du Titulaire.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du Titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le Titulaire à des tiers au présent marché, sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

En outre le titulaire s'engage à :

- S'interdire toute communication et toute diffusion écrite ou orale sur les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu connaissance dans le cadre de l'exécution de son marché (et dont le caractère secret est, par défaut, réputé acquis), sauf autorisation expresse du CNRS ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui ont été confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf autorisation expresse du CNRS ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées dans son marché ;
- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Signaler au CNRS, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du CNRS.

Protection des données à caractère personnel

➤ Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

➤ Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des

données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données. Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

15. MESURES DE SECURITE

1.1 Mesures de sécurité

En complément l'article 5 du CCAG applicable il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

1.2 Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
 - adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

1.3 Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues à l'article 5 du présent CCAP.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité de celui-ci.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'admission des prestations ou de réception des travaux.

16. ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG applicable, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant sa responsabilité civile et décennale, (le cas échéant) en cas de préjudices causés à des tiers et au CNRS, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations - dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées, malfaçons rendant le bien impropre à sa destination.

La production des attestations nécessaires doit être effectuée avant la signature du marché ou lors de la présentation des demandes d'agrément de chacun de ses sous-traitants. Le titulaire adressera le renouvellement de chaque attestation annuelle au CNRS soit automatiquement, soit dans les 15 jours suivants la demande.

17. RÉSILIATION

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au CCAG-applicable, avec la précision suivante :

Résiliation sur décision du CNRS

Si le CNRS décide la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 50.4 du CCAG-Travaux et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le taux de l'indemnité de résiliation est fixé à 1 %.

18. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Ce marché, l'ensemble de ses dispositions, y compris accessoires, et ses annexes sont exclusivement soumis au droit français.

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Strasbourg

19. CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

20. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le CNRS se réserve la possibilité, dans les conditions fixées par la réglementation applicable au présent marché, de négocier avec le titulaire dans un délai maximal de 3 ans après la notification du marché, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

21. DÉROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Article du CCAG-Travaux objet de la dérogation
1	2
2.3	18.2.3
2.4	18.1.1 – 28.1
5	3.5
6	4 .1
10	19 – 19.1
11	10